

JEAN-FRANÇOIS SABOURET

Le Japon est-il un modèle polyvalent ? De l'économie à l'éducation

Dans son ouvrage *Apprendre pour entreprendre*, l'actuel ministre de l'éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, se réfère dix fois au Japon, presque autant qu'aux Etats-Unis qu'il cite douze fois. Les autres pays présents dans ses discours et entretiens sont, par ordre décroissant, l'Allemagne (6 fois), l'URSS (3 fois), la Suède et les Pays-Bas (2 fois).

Le Japon est donc une référence habituelle, presque un réflexe et souvent un modèle non seulement pour le ministre de l'éducation mais au sein même du gouvernement de la gauche, porté au pouvoir en mai 1981.

Pour qui réside au Japon, la liste des hommes de gauche à s'être rendus à Tôkyô depuis 1981 est très longue, visite dont la plus notable est celle du Président de la République François Mitterrand qui fut, au printemps 1982, le premier chef d'Etat français à effectuer une visite officielle au pays du Soleil levant.

Pourquoi un tel intérêt de la part d'hommes de gauche pour un pays où la droite a toujours été au pouvoir ou presque ? (1) : la droite nipponne représente-t-elle d'une certaine façon, dans sa gestion des hommes et du pays, un modèle pour la gauche française ?

Les performances économiques du Japon sont connues de tous. Dans les lieux les plus reculés de France on utilise quotidiennement des produits japonais et chaque petit Français allant au collège peut réciter comme une antienne le nom des grandes marques nipponnes

(1) Une coalition de partis à la tête desquels se trouvait le Parti socialiste japonais (PSJ) a formé un gouvernement le 24 mai 1947 qui a duré jusqu'au 3 mars de l'année suivante.

présentes sur notre marché. La réciproque n'est malheureusement pas vraie. Soit ! Le Japon, deuxième puissance économique mondiale, est une référence obligée en matière économique, mais pourquoi le serait-il encore quand on parle d'éducation ? Les deux, économie et éducation sont-elles liées ?

J.-P. Chevènement répond affirmativement : « *Comment ne pas être sensible au fait que les pays qui remportent les plus grands succès technologiques et économiques sont précisément ceux qui ont su investir dans l'éducation ?* » (2).

L'INVESTISSEMENT ÉDUCATIF EN FRANCE ET AU JAPON : LE RETARD

Inversement, est-il permis d'interpréter la pensée du ministre en disant que les revers économiques de la France jusqu'à maintenant sont imputables au fait qu'on n'a pas su investir dans l'éducation ? Après le ministre Savary, dont la réforme, bien à tort, fut mal comprise, son successeur entreprend lui aussi une réforme, dont l'un des buts est d'élèver le niveau scolaire moyen des jeunes Français ainsi que de recruter une élite *républicaine* afin que notre pays puisse « *relever le défi d'une compétition internationale impitoyable* » (3).

Il est vrai qu'au regard des chiffres et des statistiques la France est loin du compte. En 1983, 1 519 424 jeunes Japonais obtenaient le diplôme de fin d'études du second cycle des lycées. La même année en France, on ne comptait que 251 832 reçus pour 396 827 candidats présentés.

Au Japon, 94 % des jeunes gens ayant obtenu le diplôme de fin d'études du premier cycle sont entrés dans un second cycle et en sont ressortis diplômés. En France, la part d'une génération obtenant le baccalauréat n'est encore en 1983 que de 28 % (4). En France, un nouveau baccalauréat professionnel vient d'être créé, on veut ménager

(2) J.-P. Chevènement, *Apprendre pour entreprendre*, Ed. Le Livre de poche, p. 38.

(3) *Ibid.*, p. 8.

(4) Les statistiques sont celles fournies par les publications officielles des ministères de l'éducation nationale en France et au Japon. Il faut préciser qu'en France du fait du système du redoublement, qui n'existe pas au Japon, la moyenne des bacheliers par rapport aux non-bacheliers est supérieure à celle d'une classe d'âge. M. L. Fabius annonce le chiffre de 37 % de bacheliers (journal *Le Monde*, 24 mai 1985, p. 1). L'obtention du diplôme de fin d'étude du second cycle au Japon revêt un caractère automatique, toute la classe l'obtient. En France, 30 à 35 candidats sur 100 présentés échouent chaque année au baccalauréat.

des passerelles entre l'enseignement technique d'une part et l'enseignement général et l'enseignement supérieur de l'autre.

Le Premier ministre Laurent Fabius en voulant porter le nombre des bacheliers à 80 % emploie *l'expression de gigantesque bond en avant* (5). Il s'agit là d'un objectif du Gouvernement. Sera-t-il atteint ?

Au Japon par contre, les 80 % de diplômés du second cycle furent atteints en... 1968. A supposer que la France puisse réaliser ce tour de force dans les trois années qui viennent, cela ne nous ferait que... vingt ans de retard.

37 % de personnes terminent le second cycle des lycées en France en 1984. Le Japon vaincu, démuné de tout au lendemain de la seconde guerre mondiale, avait déjà une moyenne supérieure à celle-ci. Pour effectuer le bond en avant, dont parle M. Fabius et combler le gouffre qui nous sépare du Japon, il faudrait chausser des super-bottes de sept lieues.

L'ÉDUCATION JAPONAISE : UN MODÈLE A REMODELER ; LE PROJET DE RÉFORME

Cependant si les chiffres nippons incitent quelque peu au panégyrique, la réalité est sensiblement différente. A lire les journaux, les revues, à entendre les discours des hommes politiques, l'éducation japonaise va mal. Il est urgent de faire une véritable réforme si le Japon veut garder son avancée technologique.

Le Premier ministre japonais, Nakasone Yasuhiro, a chargé l'an passé une commission, composée d'hommes acquis à ses propres valeurs, de proposer une réforme radicale de l'éducation. Ces propositions seront publiées officiellement en juin de cette année. Cependant parce que les médias s'en sont largement fait l'écho, chacun sait déjà ce que cette commission provisoire de réflexion sur l'éducation, en abrégé *Rinkyôshin*, va dire. Cependant les propositions de cette commission sont loin de faire l'unanimité. Du côté des partis de gauche, le Parti socialiste japonais (PSJ), le Parti communiste japonais (PCJ), et le syndicat enseignant proche du PSJ, le Nikkyoso, qui est un peu la FEN locale, adressent de vives critiques à cette commission. Que des critiques s'élèvent dans les formations de gauche, cela peut se comprendre mais ce qui est plus étrange c'est que le ministère de

(5) Journal *Le Monde* daté du vendredi 24 mai, p. 1, dans un article intitulé : « Un nouveau baccalauréat professionnel ».

l'éducation nationale, le Monbushô, qui relève en principe de l'autorité du Premier ministre, lui aussi proteste.

Pourquoi, dans un pays où les diplômés du second cycle approchent de 100 %, éprouve-t-on le besoin de faire une réforme de l'éducation ? Que veut-on réformer ? Pourquoi, tant dans l'opposition, qu'au syndicat enseignant ou au ministère de l'éducation, maison inféodée à la politique gouvernementale on refuse certaines propositions de cette commission ?

La fin de la scolarité obligatoire au Japon est fixée à 15 ans, c'est-à-dire à la fin du premier cycle. L'obtention du diplôme de fin d'études du premier cycle revêt un caractère automatique et chacun est assuré de quitter le collège avec un parchemin en poche.

Mais ce parchemin est totalement dévalué, 6 % à peine des élèves chercheront un emploi à la fin du premier cycle. On n'embauche presque plus en dessous du diplôme de fin d'études du second cycle. La presque totalité d'une classe d'âge met donc le cap sur le second cycle après avoir réussi le concours d'entrée dudit lycée : si ce dernier est bien coté, les candidats seront nombreux et le concours d'entrée difficile.

Si sa réputation est modeste, le candidat est presque certain d'y entrer puisque le taux de compétition sera faible. Le problème n'est pas d'entrer dans un lycée ou une université en tant que tel mais plutôt dans un lycée ou une université de renom. Et selon le renom de l'université on pourra prétendre entrer dans une petite, moyenne, ou grande entreprise, les salaires et les avantages sociaux variant avec la taille de l'entreprise. Tout est lié.

LE RYTHME SCOLAIRE DU CANDIDAT JAPONAIS

A chaque étape de sa scolarité, le jeune Japonais devra subir des concours d'entrée qui revêtent plus d'importance que les diplômes de fin de cycle acquis presque automatiquement.

Toutes les institutions scolaires et universitaires sont hiérarchisées, et la lutte à chaque changement de catégorie (école primaire / 1^{er} cycle / 2^e cycle / université / entreprise) (6) est sévère, car chacun veut entrer dans les meilleurs lieux possibles.

(6) Les entreprises sont le but, l'arrivée de la compétition scolaire et universitaire qui ressemble à une course par étapes. Plus l'université sera prestigieuse plus les chances d'entrer dans une grande entreprise seront grandes. Ce sont les grandes entreprises, qui hiérarchisent en fait le système éducatif nippon et lui

Pour préparer les concours d'entrée d'une institution de renom, l'école ne suffit pas. Il faut, le soir, quand les cours de l'école ordinaire sont terminés, se précipiter dans une institution privée, Juku ou Yobiko, où l'on prépare tout spécialement les concours d'entrée de toutes sortes. Il n'est pas rare qu'un écolier de 12 ans préparant un premier cycle de première catégorie ait un emploi du temps de 60 à 65 heures par semaine. Tout le monde ne peut pas « tenir », tant la tension est grande.

Tous les parents ne peuvent pas payer. Ils sont de plus en plus nombreux chaque année à s'endetter auprès des banques en demandant un prêt éducation, que parfois ils ne peuvent pas rembourser. L'éducation japonaise est celle d'une hypercompétition, d'une sélection permanente.

La grande majorité des écoliers sont allés au moins une fois dans les écoles parallèles ou se sont offert les services d'un répétiteur à la maison. Depuis dix ans, tous les étudiants dans les universités sont allés préparer leur concours dans les écoles parallèles. Ils tentent en moyenne trois à quatre concours d'entrée dans les universités.

LA DOUBLE STRUCTURE DU SYSTÈME ÉDUCATIF JAPONAIS

La structure du système éducatif japonais est double. La première est officielle. Elle relève de l'autorité du ministère de l'éducation nationale qui contrôle les écoles et lycées publics. De même, la presque totalité des écoles et lycées privés reçoit une aide financière de l'État en échange d'un contrôle du contenu de l'enseignement de celui-ci.

La seconde structure est officieuse. C'est celle peuplée par les écoles parallèles, les milliers de Juku et de Yobiko. Dans les Juku orientés vers la préparation aux concours sont enseignées les techniques pour réussir les concours d'entrée dans les lycées et écoles privées de renom. La pédagogie est celle du bourrage de crâne. Le but est de gaver au maximum de savoir ceux dont la mémoire le peut. Il est impensable, aujourd'hui, d'entrer dans une école de renom sans avoir fréquenté le soir et les week-ends ces cours privés, qui fleurissent partout dans le pays et principalement dans les grandes villes.

L'école officielle dispense un savoir moyen, compte tenu de la diversité des niveaux des élèves au sein d'une même classe. Ce savoir

imposent ses propres visions et divisions sociales. C'est pourquoi on ne peut dissocier l'école et l'université de leur finalité qui est l'entreprise. Il y a d'ailleurs un concours d'entrée dans les grandes entreprises comme dans une université.

moyen dispensé par les enseignants est déterminé très précisément par le ministère de l'éducation dans des manuels pédagogiques à l'intention des maîtres. Ce qui semble important c'est la socialisation de l'élève, son insertion au sein d'un groupe, tout autant que l'apprentissage de savoirs particuliers.

Les écoles parallèles sont le lieu d'un travail intensif de mémorisation, sous forme d'exercices répétés, d'examens à blanc, tout cela dans une atmosphère de grande compétition.

L'école donc est orientée davantage vers l'éducation alors que les Juku se chargent essentiellement de l'instruction.

LE VENT DE LA PRIVATISATION SOUFFLE DEPUIS LES ÉTATS-UNIS : L'ÉDUCATION A PÉAGE

Une rapide description du fonctionnement du système éducatif nippon pourrait donner l'illusion que celui-ci s'effectue sans problèmes. Si les parents peuvent payer, si les enfants peuvent mémoriser, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes pédagogiques possibles.

La réalité est toute différente. Il n'y a pas de journée où la presse et la télévision ne se fassent l'écho de scandales, de violences, de délits, de drames.

Le système éducatif japonais étant celui de la compétition, tout le monde ne peut sortir vainqueur. Il y a donc des perdants, des échecs, des victimes : délinquance à l'école et en dehors de l'école, drogue, prostitution, refus d'aller à l'école, suicide.

Il faut des coupables. On désigne souvent les enseignants, présents plus de quarante heures par semaine dans les écoles et lycées qui disent faire de leur mieux, compte tenu des instructions ministérielles qui les empêchent de donner un enseignement adapté à chaque situation particulière et compte tenu aussi de la nécessité de faire des cours compris par la plus grande majorité de la classe.

Le monde de l'industrie de l'enseignement, celui des Juku et Yobiko, dénonce souvent les professeurs des écoles officielles, ces « fonctionnaires » assurés de conserver leur emploi, même si les résultats qu'ils obtiennent sont médiocres. La règle dans les Juku et Yobiko est celle de toute entreprise : on se passe des services d'un enseignant qui n'est plus performant, plus rentable. Ce sont les parents et les élèves qui choisissent les professeurs à chaque inscription et peuvent changer quand ils n'en sont plus satisfaits.

Un professeur de Juku dont l'effectif diminue se trouve sur la pente dangereuse qui mène au chômage. Dans l'enseignement officiel,

les élèves et les parents doivent subir les conséquences de la présence d'un mauvais enseignant.

Puisque ce qu'il est nécessaire de savoir est enseigné dans les écoles parallèles, et que la plupart des parents y envoient leurs enfants, pourquoi ne pas reconnaître officiellement ces écoles parallèles et leur donner le droit de dispenser des diplômes de fin d'études ? Il faut, disent les gestionnaires de l'industrie de l'enseignement, fermer les écoles officielles qui coûtent beaucoup d'argent à l'Etat, aux collectivités locales, donc à tous et reconnaître les Juku et Yobiko comme écoles privées à part entière. Puisque de toute façon les parents payent et envoient leurs enfants dans les écoles parallèles, autant aller jusqu'au bout.

Le Premier ministre, M. Nakasone, reçoit cinq sur cinq ce message. Au contraire cela irait plutôt dans le sens de ses buts politiques qui consistent à privatiser au maximum tout ce que l'on peut privatiser : la compagnie d'électricité vient d'être privatisée le 1^{er} avril de cette année. Les chemins de fer nationaux sont sur la sellette et dans ce droit fil, le ministère de l'éducation est visé : pourquoi ne pas privatiser l'éducation ? L'idée générale est que les bénéficiaires d'un service (*juekisha*) doivent payer de leur poche ce service. Cette philosophie économique, qui est celle de Friedman, l'idéologue du Président Reagan, souffle depuis longtemps au Japon. Certains la murmurent en France.

AVEC L'ARGENT DES LIVRES ACHÈTERA-T-ON DES CANONS ?

Les Etats-Unis demandent avec insistance aux Japonais de prendre davantage en main leur défense dans l'Asie du Nord-Est. En privatisant l'enseignement public, ou en l'affaiblissant très sensiblement, les sommes libérées par cette opération pourraient être reversées au budget militaire. On dit que M. Nakasone, ancien officier de marine pendant la seconde guerre mondiale, est partisan d'un Japon militairement fort. Il faut pour cela remanier la Constitution actuelle qui interdit la remilitarisation du pays, Constitution octroyée par les Américains au lendemain de la défaite, ces mêmes Américains qui demandent aujourd'hui au Japon de se réarmer.

Le remaniement de la Constitution ne pourra se faire sans l'assentiment du peuple. Il faut donc former le peuple pour l'amener à voter dans le sens de l'amendement souhaité.

Selon le PSJ et le syndicat des enseignants, le Nikkyoso, la réforme de l'éducation au Japon participe d'un contexte plus vaste de remilita-

risation du pays, d'amendement de la Constitution, d'une tendance très marquée pour la privatisation, d'une volonté de libérer des sommes importantes du budget de l'État, sommes attribuées jusqu'à maintenant au bien-être, à l'éducation, aux PME, à l'agriculture... et qui serviront à doter le pays d'une plus grande force militaire, à subventionner certains régimes peu démocratiques d'Asie, ainsi qu'à aider les grandes entreprises dans leur effort pour la recherche et les innovations technologiques.

Le monde des finances (*zaikai*) demande une réforme véritable de l'éducation. Le pays a besoin d'esprits créatifs, de personnalités capables de faire conserver au Japon l'avance technologique qu'il a sur d'autres pays et si possible de l'accroître. Il faut donc créer une éducation capable de produire les élites dont le pays a besoin.

Le président de la célèbre multinationale Matsushita Engineering, Matsushita Konosuke, s'est mué depuis longtemps en pédagogue en fondant une école de super-cadres. Il a créé un comité de réflexion, une sorte de *brain trust*, qui rassemble autour de lui plusieurs personnes chargées de réfléchir à divers problèmes, dont ceux concernant l'éducation. Son groupe de réflexion, le Kyôtozakai, scrait, dit-on, très écouté du Premier ministre qui, lui, a créé l'an passé une commission provisoire de réflexion sur les problèmes de l'éducation, *rinkyôshin*, composée de membres nommés par M. Nakasone et dont plus de dix d'entre eux viennent directement du *brain trust* de M. Matsushita.

ATTENTION : UN MOT PEUT CACHER UNE RÉALITÉ DIFFÉRENTE

Les termes qui reviennent toujours dans la bouche des partisans de la réforme sont ceux de *jiyûka* (libéralisation) et de *koseishugi* (que l'on peut traduire par développement de la personnalité). Ces termes pourraient donner à penser que les partisans de la réforme vont dans le sens d'une plus grande égalité, d'un plus grand souci du respect de l'égalité des chances, d'une conscience aiguë de développer au mieux les possibilités de chacun.

M. Ebihara, professeur à l'Université de Gakugei Daigaku, et conseiller pour les problèmes de l'éducation au sein du PSJ et du Nikkyôso, précise le sens des termes employés par les amis de M. Nakasone. Le terme libéralisation a, au Japon, le sens de dérégulation. En dérégulant le système éducatif actuel on introduit le principe de la concurrence, on permet d'ouvrir des écoles à ceux qui le souhaitent. Ainsi faisant, ce serait là un biais pour reconnaître officiellement les écoles parallèles.

Le terme de *Koseishugi*, développement de la personnalité, exprime la nécessité de la part du monde industriel de faire une place de plus en plus grande dans les entreprises aux personnalités créatives, originales qui vont prendre la tête de la masse. Or l'éducation japonaise est trop uniforme. Elle produit en grande série des individus d'un bon niveau mais qui « manqueraient d'esprit créatif ». Il faut donc dépister assez tôt, dans le système scolaire, ces futures personnalités et les éduquer de façon à ce que cette personnalité naissante ne soit pas laminée par la matrice du système éducatif où l'accent est mis sur l'esprit de groupe, le niveau moyen et uniforme de la classe, la réduction des différences, tout cela dans l'atmosphère des concours à répétition et d'une mémorisation forcée.

Le monde de l'industrie souhaite vivement une éducation à deux vitesses, pour produire deux types différents de Japonais. Le *Rinkyôshin* reçoit bien le message et développe cette idée autour du concept de *Tayôka* (variétisation) de l'éducation. Cette commission propose donc de créer divers types de lycées ; ceux par exemple où l'on ferait intensivement du sport ou de la musique, et ceux de six ans, sans concours entre le premier et le second cycle, lycées qui seraient les pépinières pour élites. Le recrutement dans ces super-lycées se ferait seulement à la fin de l'école primaire.

On propose donc de privatiser ou plutôt de reconnaître officiellement les écoles parallèles et de faciliter l'ouverture des écoles privées. On propose aussi de diversifier les lycées et d'introduire entre eux le principe de la concurrence. Il n'y aurait donc plus de carte scolaire avec obligation de fréquenter l'établissement le plus proche de son domicile. Les intéressés pourraient « choisir » ou plutôt tenter le concours d'entrée de l'établissement de leur choix. En procédant ainsi, il serait possible de regrouper plus tôt les élites.

La commission mise en place par M. Nakasone est elle-même divisée en sous-commissions dont les discours sont parfois dissonants. La première section apparaît comme le porte-parole des exigences du patronat, alors que la troisième section reflète beaucoup les préoccupations du ministère de l'éducation.

L'INDUSTRIE JAPONAISE

A BESOIN DE NOUVELLES ÉLITES IMPÉRIALES

M. Amaya Naohiro est un haut fonctionnaire du célèbre ministère du MITI. Il est diplômé de l'Université de Tôkyô, membre du Kyotozakai et appartient en même temps à la première section du

Rinkyôshin. Sa pensée reflète bien celle du monde des finances, le *Zaikai*. Il pense que le système éducatif actuel qui repose sur des concours et des classements répétés ne donne plus, même dans les grandes universités, de jeunes gens créatifs.

Plusieurs propositions sont avancées dont on ne sait pas encore lesquelles seront retenues définitivement. On suggère entre autres de permettre aux plus doués de sauter des classes, de séparer les enfants selon leurs performances scolaires. Le Pr Ebihara critique : « La libéralisation de l'enseignement c'est finalement de permettre aux plus doués d'arriver plus vite. » Ce qu'il sent dans cette proposition de réforme c'est un fort goût de nationalisme sur fond de compétition internationale. Il poursuit : « Tous les aspects négatifs de la haute croissance en particulier et de la modernisation depuis l'ère de Meiji en général sont gommés. La guerre apportée en Asie par le Japon au temps de la colonisation, les problèmes de pollution, les crises graves que rencontrent certains pays notamment en Afrique avec la famine, tous ces problèmes ne sont pas abordés. Si les formations de gauche, dont le Parti socialiste japonais, tombent d'accord avec le gouvernement sur le fait qu'il y a une crise dans l'éducation et que celle-ci doit être surmontée rapidement pour s'adapter aux exigences nouvelles de la civilisation technologique, ils proposent des solutions différentes. »

LES CRITIQUES ET LES PROPOSITIONS DU PSJ ET DU SYNDICAT DES ENSEIGNANTS, LE NYKKYOSO

Le PSJ par exemple demande que l'on étende la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Ce serait d'une part reconnaître un état de fait et d'autre part aider les 6 % seulement d'une classe d'âge qui ne terminent pas leurs études à le faire. Pourquoi ne pas donner un pré-salaire aux parents qui envoient leurs enfants sur le marché du travail et permettre à ces derniers de terminer le second degré du lycée ?

M. Ebihara pense que l'on devrait créer un système analogue au baccalauréat français, un examen et non un concours, qui permettrait aux reçus d'entrer directement dans n'importe quelles universités du pays qui seraient toutes mises ainsi sur un pied d'égalité. Les grandes universités nationales, ex-universités impériales, recruteraient leurs étudiants sur concours après que ces derniers auraient réussi les examens de fin d'études d'un cycle universitaire de quatre ans. Il faut cesser l'éducation qui repose sur la mémorisation et obliger les jeunes Japonais à réfléchir. Il faut faire écrire davantage de thèses aux étudiants et de dissertations aux élèves. « Quand on demande aux lycéens,

confie M. Ebihara, les dates de la Révolution française, ou de la Révolution de Meiji, ils vous sortent ces dates automatiquement, mais si on leur demande ce que Natsume Soseki a voulu exprimer dans son roman *Botchan*, ils ne le savent pas. »

Une autre critique que M. Ebihara adresse au projet de réforme de l'éducation est que celui-ci cherche à recruter très tôt des élites. La voie socialiste, qu'il propose, est un recrutement tardif des élites car le développement intellectuel des personnes ne se fait pas au même rythme chez chacun. Les personnes entrant dans la vie active assez tard, pourquoi ne pas les recruter le plus tard possible ?

Si, comme il le souhaite, la scolarisation jusqu'à 18 ans était rendue obligatoire pour tous, il faudrait créer dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants des *community college*, sortes d'universités de deux ans ouvertes au plus grand nombre où l'on viendrait chercher un complément de culture.

CONCLUSION : *Les deux réformes de l'éducation qui sont en cours en France et au Japon expriment un même besoin d'élites, futurs champions de la compétition industrielle mondiale, mais des solutions diverses sont proposées dans chaque pays.*

Dans un colloque qui s'est tenu à la Maison franco-japonaise de Tôkyô en mai sur le thème *Réforme de l'éducation et mutations sociales en France et au Japon*, M. Horio Teruhisa, professeur de sciences de l'éducation à l'Université de Tôkyô, s'est lui aussi beaucoup inquiété des propositions de la commission de réforme de l'éducation. Selon lui, un vaste mouvement qui cherche à lier le nationalisme d'Etat et celui des entreprises se développe. Il souhaite, quant à lui, une éducation qui tienne compte des personnes issues de milieux économiquement faibles, d'une éducation qui tienne compte également des droits de l'homme, et dans laquelle l'Etat ne s'immisce pas trop comme par exemple pour le contrôle des manuels scolaires mais qui, par contre, financerait des établissements privés et publics dont il respecterait l'indépendance pédagogique. En reconnaissant les écoles parallèles qui peuplent l'industrie de l'enseignement, ce vaste mouvement de privatisation de l'enseignement aboutirait à la fermeture de certains lycées publics et interdirait à certaines couches sociales d'accéder à un bon niveau d'éducation.

Cette crainte est tout à fait fondée puisque l'un des défenseurs de la libéralisation de l'enseignement selon les vues patronales, M. Takeuchi Yasuo, le premier à avoir employé au Japon le terme de libéralisation (*jiyuka*) en avril 1982, avait dressé une liste des réformes à faire en matière d'éducation dont les plus marquantes étaient : la

réduction de l'école obligatoire à six ans (jusqu'à la fin du primaire), la privatisation de toutes les écoles publiques et par conséquent la fermeture pure et simple du ministère de l'éducation, la suspension de toutes les aides gouvernementales aux écoles devenues toutes privées et la liberté pour chacun d'aller à l'école (privée) de son choix.

Comme on peut le constater, la fameuse réforme de l'éducation qui fait la une de tous les journaux actuellement vient de loin. Dans un pays où les partis de gauche ont peu de chance d'arriver au pouvoir dans les années qui viennent, on voit mal comment les factions conservatrices qui ont des liens si étroits avec le patronat pourraient ne pas céder à ses exigences.

En France comme au Japon, une réforme de l'éducation est en cours qui traduit une volonté de négocier au mieux le grand virage technologique qui est déjà amorcé. Dans les deux pays, l'un géré par la gauche, l'autre par la droite on a une conscience aiguë de l'enjeu technologique qui se pose en termes d'indépendance, de compétition... Les deux pays souhaitent recruter les élites les plus appropriées pour relever ce défi. Mais alors que d'un côté M. Chevènement parle d'augmenter le nombre des lycées et donc d'accroître la participation de l'Etat et le rôle du ministère de l'éducation pour puiser dans toutes les couches sociales les élites « républicaines » dont il dit que le pays a besoin, le tout-puissant patronat nippon et ses alliés politiques semblent emprunter le chemin inverse.

RÉSUMÉ. — *Une sorte de millénarisme technologique s'empare des esprits. Quel pays au seuil du XXI^e siècle négociera en tête le virage du temps ?*

Le Japon semble être depuis deux décennies le point de mire de nombreux pays dont la France. On veut apprendre de sa technologie, de sa gestion des hommes et, aussi, récemment de son système éducatif. Succès économique et investissement éducatif sont liés. Mais le Japon, lui aussi, s'inquiète, s'essouffle : le pays a besoin d'hommes nouveaux, créateurs. Pour les fabriquer il faut mettre en place une nouvelle matrice éducative, mais les projets divergent selon qu'on appartient au patronat, au ministère de l'éducation ou à l'opposition.